

**Noël MAMÈRE**

*Gironde (3<sup>ème</sup> circonscription)  
Gauche démocrate et républicaine*

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine  
[J.O. du 27 juin 2007]

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Représentant titulaire des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Juge suppléant de la cour de justice de la République [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

**DÉPÔTS**

Proposition de résolution n° 765 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la sécurité des installations portuaires [27 mars 2008]

Proposition de résolution n° 1006 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'incendie du centre de rétention administrative de Vincennes, au fonctionnement et à la légalité des centres de rétention administrative [26 juin 2008]

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**

*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Environnement. Agriculture. OGM [31 octobre 2007] (p. 3622)

Produits dangereux. Insecticides. Utilisation, conséquences, apiculture [23 janvier 2008] (p. 468)

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets nucléaires. Transports, Haute autorité de la sûreté nucléaire, information [21 mai 2008] (p. 2241)

*FAIT PERSONNEL*

Déclare que, contrairement à ce qu'affirme M. Jacob, il n'a jamais demandé l'application de l'immunité parlementaire pour les faits de fauchage dont il est l'auteur et qu'en tant que législateur, il n'en demandera jamais l'amnistie ; il ajoute qu'en refusant de supprimer le délit de fauchage du projet de loi sur les OGM, la majorité révèle "son vrai visage" et, ainsi que l'a dit le sénateur Le Grand, agit "sous influence" [8 avril 2008] (p. 1411)

*RAPPELS AU RÈGLEMENT*

Se déclare choqué par les propos de M. Christian Jacob traitant les faucheurs volontaires de "voyous", terme qu'il n'a pas utilisé pour dénoncer des agriculteurs responsables de dégradations pour un coût de 12 millions d'euros [2 avril 2008] (p. 1139)

Déclare que les députés verts se désolidarisent de la décision du Bureau concernant les propos du sénateur Le Grand et annonce que les députés et sénateurs verts vont demander la constitution d'une commission d'enquête parlementaire "pour faire toute la vérité sur ces déclarations très importantes et très graves" [2 avril 2008] (p. 1164)

Demande une suspension de séance afin de permettre au président de séance "de bien réfléchir" à la manière de conduire les débats [3 avril 2008] (p. 1275)

S'étonne que le rapporteur fasse référence aux règles communautaires alors qu'il s'est longuement opposé à la ratification de la directive Natura 2000 ; il considère que le projet de loi crée "une justice d'exception comme on a pu en connaître dans les périodes les plus noires de l'histoire" [8 avril 2008] (p. 1417)

Salue les propositions du président qui améliorent les capacités données aux groupes de l'opposition mais juge que la réforme des institutions ne va pas assez loin [9 juillet 2008] (p. 4465)

*DÉBATS*

**Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités**

**[4 juillet 2007] (p. 1597)**

Son intervention (p. 1610)

*Thèmes :*

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 1611)

Politique économique : concurrence : Union européenne (p. 1611)

Union européenne : politique sociale (p. 1611)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1610, 1612)

Union européenne : constitution européenne (p. 1611, 1612)

Union européenne : construction européenne (p. 1610 et s.)

Union européenne : institutions (p. 1610 et s.)

Union européenne : interprétation des traités (p. 1611)  
 Union européenne : traité de réforme de l'Union  
 (p. 1610 et s.)

**Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la  
 récidive des majeurs et des mineurs**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [17 juillet 2007]  
 (p. 2087, 2133)**

Ses explications de vote sur la question préalable  
 opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2106)

Son intervention (p. 2117)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en  
 commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2146)

*Thèmes :*

Droit pénal : lois (p. 2117)

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2117)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2118,  
 2147)

Droit pénal : mineurs : Allemagne (p. 2147)

Droit pénal : peines planchers (p. 2106, 2117)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 2107,  
 2146)

Lois : évaluation (p. 2117)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2106,  
 2117)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et  
 sociale : moyens (p. 2118)

**Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ;  
 [18 juillet 2007] (p. 2167)**

*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 95 (rapport annuel sur les  
 établissements pénitentiaires, la population carcérale,  
 les mesures de réinsertion et de prévention de la  
 récidive) (p. 2148) : rejeté (p. 2150)

*Article 1er (instauration de peines minimales  
 d'emprisonnement applicables dès la première récidive  
 de crimes ou de délits)*

Son amendement n° 17 (de suppression) (p. 2151)

Ses amendements n°s 18 et 19 (p. 2153)

Ses interventions (p. 2155 et s.)

*Article 2 (instauration de peines minimales  
 d'emprisonnement applicables dès la première récidive  
 de crimes ou de délits)*

Ses amendements n°s 20 (de suppression), 21 à 25  
 (p. 2158 à 2161)

*Article 2 bis (obligation pour le procureur de la  
 République de prescrire une enquête de personnalité  
 avant de prendre des réquisitions tendant à retenir la  
 récidive)*

Son intervention (p. 2169)

*Après l'article 2 ter*

Intervient sur l'ad. n° 72 de Mme Delphine Batho  
 (sanctions éducatives prononcées dans un délai de  
 trois mois) (p. 2174)

*Article 3 (peines minimales pour les mineurs et  
 nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la  
 responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16  
 ans)*

Son amendement n° 26 (de suppression) (p. 2175)

Ses interventions (p. 2179 et s.)

Son amendement n° 27 (p. 2183)

*Article 4 (information des jurés de la cour d'assises sur  
 l'application des peines minimales)*

Son amendement n° 28 (de suppression) (p. 2184)

*Article 5 (application de l'injonction de soins en  
 matière de suivi socio-judiciaire)*

Son intervention (p. 2185 et s.)

Son amendement n° 29 (de suppression) (p. 2186)

*Article 6 (application de l'injonction de soins en cas de  
 sursis avec mise à l'épreuve)*

Son amendement n° 30 (de suppression) (p. 2188)

*Article 7 (application de l'injonction de soins dans le  
 cadre de la surveillance judiciaire)*

Son amendement n° 31 (de suppression) (p. 2189)

*Article 8 (impossibilité d'octroyer une réduction de  
 peine à certains condamnés refusant les soins en  
 détention)*

Son amendement n° 32 (de suppression) (p. 2189)

*Article 9 (renforcement du suivi médical dans le cadre  
 de la libération conditionnelle)*

Son amendement n° 33 (de suppression) (p. 2189)

*Article 10 (entrée en vigueur de la loi)*

Son amendement n° 34 (de suppression) (p. 2190)

*Article 11 (application des dispositions du projet de loi  
 dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-  
 Calédonie)*

Son amendement n° 35 (de suppression) (p. 2191)

**Explications de vote et vote**

Ses explications de vote (p. 2191)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et  
 républicaine (p. 2192)

**Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)**

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2214) : rejetée (p. 2220)

*Thèmes :*

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 2214)

Enseignement supérieur : crédits (p. 2214)

Enseignement supérieur : égalité des chances (p. 2214)

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2216)

Enseignement supérieur : universités : gouvernance (p. 2215)

Enseignement supérieur : universités : moyens (p. 2214, 2215)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2214 et s.)

Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 2216)

Enseignement supérieur : personnel : syndicats (p. 2215)

Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 2216)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants-chercheurs (p. 2217)

Recherche : crédits (p. 2214)

**Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)**

*Article 1<sup>er</sup> (missions du service public de l'enseignement supérieur)*

Son intervention (p. 2276)

Son amendement n° 96 (p. 2277)

*Article 4 (administration de l'université)*

Son amendement n° 98 (de suppression) (p. 2284)

Ses interventions (p. 2285 et s.)

*Article 5 (élection, mandat et compétences du président)*

Ses interventions (p. 2288 et s.)

Ses amendements n°s 100 et 102 rectifié (p. 2296 et s.)

*Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)*

Ses interventions (p. 2301 et s.)

Son amendement n° 107 (p. 2309)

*Article 8 (rôle du conseil des études et de la vie universitaire)*

Son intervention (p. 2318)

*Article 9 (représentation de secteurs de formation au conseil scientifique et au conseil des études et de la vie étudiante)*

Son amendement n° 112 (p. 2319)

*Article 12 (dispositions concernant les unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)*

Son intervention (p. 2336)

*Article 19 (information et formation des étudiants membres d'instances universitaires)*

Son amendement n° 122 (p. 2367)

*Article 24 (transfert de la propriété de biens mobiliers et immobiliers détenus par l'Etat)*

Son amendement n° 124 (de suppression) (p. 2375)

**Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2149)

Son intervention (p. 2152)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2184)

*Thèmes :*

Bioéthique : déontologie : tests génétiques (p. 2149, 2185)

Etrangers : droit d'asile (p. 2153)

Etrangers : regroupement familial : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2149, 2152, 2185)

Langue française : usage : immigration (p. 2149, 2185)

**Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)**

*Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)*

Ses interventions (p. 2189 et s., 2209 et s.)

Ses amendements n°s 93, 92, 91 et 90 (p. 2197, 2214 et s.)

*Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)*

Ses interventions (p. 2223 et s., 2240 et s.)

Ses amendements n<sup>os</sup> 100, 97 et 98 (p. 2228, 2241 et s.)

*Après l'article 4*

Son amendement n<sup>o</sup> 259 (attribution d'un visa de long séjour à l'étranger entré régulièrement en France et résidant depuis plus de six mois avec son conjoint français) : rejeté (p. 2248)

*Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficier du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)*

Ses interventions (p. 2248 et s.)

Son amendement n<sup>o</sup> 94 rectifié (p. 2255)

*Après l'article 2*

Son amendement n<sup>o</sup> 95 précédemment réservé (condition de ressources pour le regroupement familial non-applicable aux handicapés et aux retraités) (p. 2258) : rejeté (p. 2259)

*Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)*

Ses interventions (p. 2260 et s.)

*Article 5 (prise en compte de la connaissance des valeurs de la République pour obtenir une carte de séjour "liens personnels et familiaux")*

Ses interventions (p. 2266 et s.)

*Après l'article 5*

Intervient sur l'adt n<sup>o</sup> 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2282)

Intervient sur le sous-adt n<sup>o</sup> 267 du Gouvernement (remboursement au demandeur du test ADN en cas d'obtention du visa) à l'adt n<sup>o</sup> 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2296)

*Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)*

Ses interventions (p. 2301 et s.)

*Article 7 (prorogation d'office du maintien en zone d'attente du demandeur d'asile en cas de recours)*

Son intervention (p. 2305)

*Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPRA)*

Son intervention (p. 2306)

*Après l'article 9*

Intervient sur l'adt n<sup>o</sup> 69 de M. Thierry Mariani (délai de recours devant la commission des recours des réfugiés réduit de un mois à quinze jours) (p. 2310)

*Après l'article 11*

Son amendement n<sup>o</sup> 104 (Haute autorité de lutte contre les discriminations destinataire, avec le Parlement, du rapport sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration) : rejeté (p. 2313)

*Après l'article 12*

Intervient sur l'adt n<sup>o</sup> 49 de la commission (absence de motivation de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 2315)

*Après l'article 14*

Intervient sur l'adt n<sup>o</sup> 181 de M. Frédéric Lefebvre (création du livret d'épargne pour le codéveloppement) (p. 2319)

*Après l'article 18*

Intervient sur l'adt n<sup>o</sup> 54 de la commission (relevé des empreintes digitales et de la photo des étrangers ayant bénéficié de l'aide au retour) (p. 2322)

Intervient sur l'adt n<sup>o</sup> 55 de la commission (traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité des origines) (p. 2323)

#### EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

#### **Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3064)**

Ses explications de vote (p. 3067)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3067)

#### **Proposition de résolution n<sup>o</sup> 150 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens**

#### **Explications de vote et vote [11 octobre 2007] (p. 2742)**

Ses explications de vote (p. 2741)

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2742)

#### **Projet de loi n<sup>o</sup> 179 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende**

#### PREMIÈRE LECTURE

#### **Explications de vote et vote [11 octobre 2007]**

Ses explications de vote (p. 2748)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2749)

**Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

**Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)**

Son intervention (p. 3605)

*Thèmes avant la procédure des questions :*

Etrangers : droit d'asile : convention de Genève (p. 3606)

Etrangers : immigration clandestine (p. 3606)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 3606)

Etrangers : politique de l'immigration : élection présidentielle (p. 3605)

Justice : juge des libertés et de la détention (p. 3605)

*Procédure des questions :*

Etrangers : demandeurs d'asile : hébergement d'urgence (p. 3613)

Politique extérieure : codéveloppement : pays en développement (p. 3614)

**Projet de loi n° 354 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 2007] (p. 4370)**

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4374) : rejetée (p. 4378)

Son intervention (p. 4380)

*Thèmes :*

Commerce extérieur : agroalimentaire (p. 4376 et s., 4381, 4385)

Outre-mer : DOM-TOM (p. 4377 et s., 4381)

Outre-mer : La Réunion (p. 4376 et s., 4381)

Outre-mer : octroi de mer (p. 4376)

Pays étrangers : Afrique (p. 4374 et s.)

Pays étrangers : Sénégal (p. 4375)

Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 4374 et s.)

Politiques communautaires : partenariat (p. 4374 et s.)

Politiques communautaires : coopération et développement : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 4374 et s., 4380 et s.)

Relations internationales : pays en développement (p. 4374 et s.)

Relations internationales : commerce international (p. 4374 et s.)

**Explications de vote et vote [20 novembre 2007]**

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4381)

**Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion**

**[17 janvier 2008] (p. 309)**

Son intervention (p. 324)

*Thèmes :*

Collectivités territoriales : politique sociale (p. 325)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 324 et s.)

Politique sociale : insertion (p. 324 et s.)

Politique sociale : minima sociaux (p. 324)

Politique sociale : pauvreté (p. 324)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 324 et s.)

**Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [1er avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1094)

Son intervention (p. 1102)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1139)

*Thèmes :*

Agriculture : agriculture biologique (p. 1094)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 1094, 1102)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1094)

Bioéthique : brevets (p. 1095)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 1103)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1094, 1102)

Parlement : groupes de pression : commissions d'enquête (p. 1094, 1102)

Politiques communautaires : clause de sauvegarde : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1102)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1094, 1103)

**Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)**

*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 250 de M. André Chassaing (rapport du Gouvernement sur l'état de la recherche publique en biotechnologies) (p. 1150)

*Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)*

Ses interventions (p. 1158, 1175, 1182, 1203 et s. 1209, 1223 et s., 1238)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1164)

*Après l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 380 de Mme Delphine Batho (amnistie des actes de fauchages volontaires de plantations commerciales commis avant la promulgation de la loi) (p. 1240)

*Avant l'article 2*

Intervient sur l'adt n° 382 de M. Jean-Yves Le Déaut (p. 1243)

*Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)*

Ses interventions (p. 1244, 1252 et s., 1264 et s., 1290 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 avril 2008] (p. 1275)

*Après l'article 6*

Intervient sur l'adt n° 415 de Mme Corinne Erhel (impossibilité de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit ayant bénéficié de l'apport d'OGM) (p. 1315)

*Après l'article 7*

Intervient sur l'adt n° 418 de M. Germinal Peiro (étiquetage des produits ou sous produits composés en tout ou partie d'OGM, y compris les produits ou sous produits d'animaux) (p. 1321 et s.)

Intervient sur l'adt n° 424 de M. François Brottes (définition du statut de "lanceur d'alerte") (p. 1325)

*Avant l'article 3*

Intervient sur l'adt n° 407 précédemment réservé de Mme Geneviève Gaillard (remplacement du terme "coexistence" (entre cultures) par "protection des") (p. 1327)

Intervient sur l'adt n° 177 troisième rectification précédemment réservé de M. Yves Vandewalle (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1328)

*Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)*

Ses interventions (p. 1332, 1398)

*Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)*

Ses interventions (p. 1405 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 avril 2008] (p. 1417)

*Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)*

Ses interventions (p. 1422 et s.)

*Article 8 A (nouveau) (définitions)*

Son intervention (p. 1431)

*Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)*

Son intervention (p. 1435)

*Après l'article 14*

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Louis Giscard d'Estaing (interdiction de mise en culture d'OGM dans l'aire géographique d'une appellation d'origine contrôlée pour la fabrication du produit bénéficiant de cette appellation) (p. 1444)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2192)

*Thèmes :*

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : pays étrangers (p. 2192)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de réversibilité (p. 2192)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2192)

Environnement : principe de précaution (p. 2193)  
 Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 2192)

**Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande et 226 de leurs collègues [3 avril 2008]**

**[8 avril 2008] (p. 1375)**

Son intervention (p. 1385)

**Explications de vote et vote**

Ses explications de vote (p. 1385)

Le groupe Gauche démocrate et républicaine vote la censure (p. 1389)

**Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2115)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2116) : rejetée (p. 2122)

*Thèmes :*

Droit pénal : enquêtes : télécommunications (p. 2119)

Droit pénal : perquisitions (p. 2117)

Droit pénal : perquisitions : domicile (p. 2118)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 2116, 2118)

Politique générale : démocratie : information (p. 2119)

Politique générale : démocratie : secret des sources des journalistes (p. 2117)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 2115)

Presse et livres : journalistes : indépendance (p. 2118)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2116 et s.)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : Belgique (p. 2118)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : dérogations (p. 2117)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : Président de la République (p. 2118)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2115 et s., 2118)

**Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V<sup>e</sup> République**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)**

Son intervention (p. 2257)

*Thèmes :*

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2258)

Constitution : révision : modernisation (p. 2257)

Elections et référendums : représentation proportionnelle : Parlement (p. 2258)

Etrangers : droit de vote (p. 2258)

Parlement : commissions d'enquête (p. 2258)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 2257)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2257)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2257)

**Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)**

*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 305 de Mme Martine Billard (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2339)

Son amendement n° 273 (reconnaissance de la diversité de la composition de la République) (p. 2338) : rejeté (p. 2339)

Intervient sur l'adt n° 115 de M. Gérard Charasse (principe de laïcité défini par la loi de 1905) (p. 2344)

Son amendement n° 304 (langues régionales) (p. 2345) : devenu sans objet (p. 2350)

Intervient sur l'adt n° 244 de M. François Sauvadet (pluralisme garanti par les modes de scrutin) (p. 2351)

Son amendement n° 307 (instauration généralisée du scrutin proportionnel) (p. 2353) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2355)

Intervient sur l'adt n° 245 de M. Jean-Christophe Lagarde (vote des ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2360)

Intervient sur l'adt n° 374 de M. Jean-Claude Sandrier (principe du droit de vote des résidents étrangers) (p. 2360)

Son amendement n° 308 (reconnaissance de la citoyenneté des personnes résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2357) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2361)

Intervient sur l'adt n° 306 de Mme Martine Billard (application du principe de parité) (p. 2362)

Intervient sur l'adt n° 375 de M. Jean-Claude Sandrier (application du principe de parité) (p. 2363)

Intervient sur l'adt n° 376 de M. Jean-Claude Sandrier (détermination par la loi de la limitation ou de l'interdiction du cumul des mandats) (p. 2364)

Intervient sur l'adt n° 247 de M. Jean-Christophe Lagarde (interdiction du cumul de plus de deux mandats, sauf responsabilités intercommunales) (p. 2368)

Son amendement n° 309 (vote des étrangers non communautaires pour les élections aux conseils des collectivités territoriales) (p. 2366) : rejeté (p. 2368)

#### *Après l'article 3*

Intervient sur l'adt n° 233 de M. Bertrand Pancher (référendum en matière environnementale) (p. 2394)

Son amendement n° 312 (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2389) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2394)

Son amendement n° 313 (coordination) : devenu sans objet (p. 2395)

Son amendement n° 314 (dispositions similaires à celles rejetées par référendum ne peuvent être adoptées que par référendum) (p. 2395) : rejeté (p. 2396)

Son amendement n° 315 (suppression du droit de dissolution de l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 2396)

#### *Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)*

Son intervention (p. 2402)

#### *Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)*

Son amendement n° 316 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2414)

Ses interventions (p. 2417 et s.)

Son amendement n° 317 (p. 2418)

#### *Article 6 (droit de grâce)*

Son intervention (p. 2424)

Ses amendements n°s 318 et 319 rectifié (p. 2426 et s.)

#### *Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)*

Ses interventions (p. 2434 et s.)

Son amendement n° 320 (de suppression) (p. 2438)

#### *Article 8 (clarification du rôle du Premier ministre en matière de défense nationale)*

Son amendement n° 321 (de suppression) (p. 2445) : adopté (p. 2447)

#### *Après l'article 8*

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2453)

#### *Article 9 (missions et composition du Parlement)*

Ses interventions (p. 2457 et s., 2470)

Son amendement n° 331 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2462)

#### *Après l'article 9*

Intervient sur l'adt n° 340 rectifié de Mme Martine Billard (création d'une commission d'enquête à la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs, ceux-ci ne pouvant signer qu'un nombre limité de demandes) (p. 2517)

#### *Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)*

Son intervention (p. 2531)

#### *Après l'article 10*

Son amendement n° 339 (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires) : adopté (p. 2535)

Intervient sur l'adt n° 261 de M. Bertrand Pancher (examen public pour les commissions spéciales prévues à l'article 43) (p. 2536)

#### *Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)*

Son amendement n° 323 (p. 2566)

#### *Après l'article 13*

Son amendement n° 434 (abrogation de l'article 38 sur les ordonnances) (p. 2575) : rejeté (p. 2576)

#### *Article 15 (protection du domaine législatif)*

Son amendement n° 322 (p. 2605)

#### *Article 18 (exercice du droit d'amendement)*

Son amendement n° 326 rectifié (p. 2642)

#### *Après l'article 22*

Son amendement n° 327 (inscription à l'ordre du jour d'une assemblée dans un délai d'un an de toute proposition de loi adoptée par l'autre assemblée) : rejeté (p. 2662)

Son amendement n° 329 (convocation des membres du Gouvernement par des parlementaires de l'opposition à des auditions publiques) : rejeté (p. 2662)

#### *Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)*

Son amendement n° 330 (p. 2670)

**Explications de vote et vote [3 juin 2008] (p. 2838)**

Ses explications de vote (p. 2842)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2843)

## DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4382)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4401) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4407)

*Thèmes :*

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 4405)

Assemblée nationale : dissolution (p. 4404)

Assemblée nationale : majorité (p. 4403)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 4404)

Constitution : révision (p. 4402)

Constitution : révision : référendums (p. 4406)

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 4404)

Etrangers : droit de vote (p. 4382, 4405)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 4405)

Parlement : conditions de travail (p. 4402)

Parlement : ordre du jour : opposition (p. 4403)

Parlement : prérogatives (p. 4402)

Parlement : sessions extraordinaires : conditions de travail (p. 4402)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 4405)

Partis et mouvements politiques : opposition : temps de parole (p. 4403)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 4401)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 4404, 4406)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 4403)

Union européenne : élargissement : référendums (p. 4403)

**Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)**

*Article 1er B (égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles et sociales)*

Son intervention (p. 4411)

Ses amendements n<sup>os</sup> 64, 207, 206, 208 et 65 (p. 4412)

*Article 1er (garantie du pluralisme politique)*

Ses interventions (p. 4415 et s.)

*Article 2 (limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)*

Son amendement n<sup>o</sup> 67 (p. 4418)

*Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)*

Ses amendements n<sup>os</sup> 209 et 210 (p. 4420 et s.)

*Article 6 (droit de grâce)*

Son amendement n<sup>o</sup> 69 (p. 4430)

*Article 9 (missions et composition du Parlement)*

Ses amendements n<sup>os</sup> 70, 213 et 71 (p. 4432 et s.)

Son intervention (p. 4436)

*Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)*

Son intervention (p. 4445)

Ses amendements n<sup>os</sup> 214, 215, 72, 73 et 212 rectifié (p. 4447 et s.)

*Article 10 bis (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires)*

Ses amendements n<sup>os</sup> 216 et 217 (p. 4453)

*Article 11 (domaine de la loi)*

Son intervention (p. 4454)

Son amendement n<sup>o</sup> 75 (p. 4456)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4465)

*Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)*

Ses amendements n<sup>os</sup> 76, 78 et 219 (p. 4476)

Son intervention (p. 4477)

*Article 17 (nombre de commissions permanentes)*

Son amendement n<sup>o</sup> 221 (p. 4481)

*Article 18 (exercice du droit d'amendement)*

Ses interventions (p. 4483 et s.)

Ses amendements n<sup>os</sup> 222 et 80 (p. 4488)

*Article 19 (élargissement du droit d'amendement et conditions de mise en œuvre de la procédure accélérée)*

Ses amendements n<sup>os</sup> 81, 224 et 223 (p. 4491 et s.)

*Article 21 (missions de la Cour des comptes)*

Son amendement n° 226 (p. 4493)

*Article 24 (droits des groupes parlementaires)*

Son intervention (p. 4496)

*Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)*

Son intervention (p. 4502)

Ses amendements n°s 229, 230 et 231 (p. 4503)

**Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République**

PREMIÈRE LECTURE

**Explications de vote et vote [22 mai 2008] (p. 2331)**

Ses explications de vote (p. 2331)

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2331)

**Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)**

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2883) : rejetée (p. 2889)

*Thèmes :*

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture : commissions départementales d'équipement commercial (CDEC) (p. 2885)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 2886)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2886)

Environnement : développement durable : aménagement du territoire (p. 2885)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 2883)

Marchés publics : petites et moyennes entreprises (p. 2886)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2883)

Travail : précarité : grande distribution (p. 2885)

**Déclaration du Gouvernement n° 1115 sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan**

**[22 septembre 2008] (p. 4902)**

Son intervention (p. 4909)

*Thèmes :*

Défense : militaires et assimilés : décès (p. 4909)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4910)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4911)

Pays étrangers : Afghanistan : aide au développement (p. 4911)

Pays étrangers : Afghanistan : aide humanitaire (p. 4911)

Pays étrangers : Afghanistan : militaires et assimilés (p. 4910)

Pays étrangers : Afghanistan : santé publique (p. 4911)

Pays étrangers : Afghanistan : trafic de stupéfiants (p. 4911)

Pays étrangers : Pakistan (p. 4911)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 4911)

Président de la République (p. 4910)

Relations internationales : guerre : Afghanistan (p. 4911)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4912)